

**Avenant du 11 septembre 2024**  
à l'accord du 15 janvier 2009  
relatif au régime de retraite supplémentaire à cotisations définies

NOR : ASET2450886M

IDCC : 3017

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**UPF,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FNPD CGT ;**

**FGTE CFDT ports et docks,**

d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

**Préambule**

Le présent avenant a pour objet de mettre en conformité le champ d'application de l'accord du 15 janvier 2009 relatif au régime de retraite supplémentaire à cotisations définies avec les dispositions du décret n° 2021-1002 du 30 juillet 2021, qui a modifié les articles R. 242-1-1 et R. 242-1-2 du code de la sécurité sociale relatif aux critères objectifs de définition des catégories de salariés bénéficiaires d'une couverture de protection sociale complémentaire collective en renvoyant à l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017 relatif à la prévoyance des cadres, lequel substitue notamment ses articles 2.1 et 2.2 aux articles 4, 4 *bis* et 36 de l'annexe I de la convention collective nationale AGIRC du 14 mars 1947 pour opérer une distinction entre les « cadres » et les « non-cadres ».

Cet avenant révisé à cet effet les dispositions de l'article 2 alinéa 1<sup>er</sup> de l'accord du 15 janvier précité, relatif aux bénéficiaires, et annule et remplace les dispositions du protocole d'accord du 14 mai 2014 qui avaient actualisé une première fois le champ d'application de l'accord du 15 janvier 2009.

*(Voir page suivante.)*

## **Article 1<sup>er</sup> | Actualisation de la définition des bénéficiaires du régime de retraite supplémentaire à cotisations définies**

Le champ d'application de l'accord du 15 janvier 2009, défini en son article 2 relatif aux bénéficiaires, est modifié comme suit :

« Le présent accord s'applique aux salariés ne relevant pas des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017 relatif à la prévoyance des cadres, employés sous le régime de la CCNU par les entreprises et établissements entrant dans son champ d'application. »

Les dispositions du contrat assurant la couverture collective du régime de retraite supplémentaire à cotisations définies sont modifiées en conséquence.

## **Article 2 | Entreprises de moins de 50 salariés**

Les dispositions du présent avenant sont applicables aux entreprises de moins de 50 salariés.

## **Article 3 | Entrée en vigueur. Dépôt. Extension**

Le présent avenant entrera en vigueur dans les conditions prévues par le code du travail.

Il sera déposé et fera l'objet d'une demande d'extension par la partie la plus diligente, dans les conditions fixées par le code du travail.

## **Article 4 | Dénonciation. Révision**

Le présent avenant pourra être dénoncé ou révisé dans les conditions prévues par le code du travail.

*Fait à Paris, le 11 septembre 2024.*

(Suivent les signatures.)